Les enfants et les adolescents sans-logement : une population doublement vulnérable face à la mobilité ?

Homeless children and adolescents: a population doubly vulnerable to mobility?

Odile Macchi et Nicolas Oppenheim

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/popvuln/1259>

DOI : 10.4000/popvuln.1259

ISSN : 2650-7684

Éditeur

LIR3S - Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche "Sociétés Sensibilités Soin" (UMR 7366 CNRS-uB)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 39-64

ISBN : 978-2-918173-28-1

ISSN : 2269-0182

Référence électronique

Odile Macchi et Nicolas Oppenheim, « Les enfants et les adolescents sans-logement : une population doublement vulnérable face à la mobilité ? », *Populations vulnérables* [En ligne], 6 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 26 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/popvuln/1259> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/popvuln.1259>

Ce document a été généré automatiquement le 26 février 2022.

Les contenus de la revue *Populations vulnérables* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International

Les enfants et les adolescents sans-logement : une population doublement vulnérable face à la mobilité ?

Homeless children and adolescents: a population doubly vulnerable to mobility?

Odile Macchi et Nicolas Oppenchaim

I. Introduction

- 1 Depuis la fin des années 1990, les familles hébergées en hôtel social sont de plus en plus nombreuses (Guyavarch et Le Méner, 2014 ; Dietrich-Ragon, 2017). En effet, l'hébergement en hôtel complète ou supplée, notamment dans les grandes agglomérations, les carences de dispositifs spécialisés dans l'accueil d'étrangers, de demandeurs d'asile en particulier (Le Méner et Oppenchaim, 2012). En Île-de-France, plus de 21 000 familles ont ainsi été hébergées en hôtel social en 2017, soit 58 247 personnes selon les données du Pôle hébergement et réservation hôtelière (PHRH) du Samusocial de Paris. Si les conditions de vie ainsi que la situation sanitaire et sociale de ces familles sont très inquiétantes (Vandentorren *et al.*, 2015), celles-ci font également face à une double contrainte en ce qui concerne leur mobilité géographique (Le Méner et Oppenchaim, 2015) : elles sont confrontées, d'une part, à une forte vulnérabilité résidentielle, qui renvoie non seulement à des conditions d'hébergement dégradées mais aussi à de nombreux déménagements et à l'absence de maîtrise de la localisation géographique de leur lieu d'hébergement ; d'autre part, cette mobilité résidentielle contrainte rend nécessaire de nombreux déplacements quotidiens (pour aller à l'école, faire les courses, réaliser des démarches administratives, etc.). Ces déplacements sont eux-mêmes entravés par une série d'obstacles (l'éloignement des transports en commun, la situation administrative, etc.) et ont de nombreuses conséquences sur le quotidien des enfants et de leurs parents. La description de cette double contrainte à

laquelle sont confrontés les enfants et les adolescents hébergés en hôtel social en Île-de-France nous permettra alors d'engager, de manière plus générale, une réflexion sur la question des inégalités sociales liées aux mobilités géographiques : celles-ci sont liées en partie à des capacités très inégales à se déplacer, qui entraînent un accès différent à diverses activités nécessaires à l'insertion sociale, mais elles dépendent également du caractère plus ou moins contraint et éprouvant (Enaux *et al.*, 2011) des mobilités des individus, point sur lequel les familles hébergées en hôtel constituent un cas extrême.

Présentation de nos matériaux

Cet article repose sur trois matériaux complémentaires. Nous nous appuyons tout d'abord sur l'enquête quantitative de sciences sociales et d'épidémiologie ENFAMS, portant sur un échantillon aléatoire de 801 familles, hébergées en hôtel social (n=469), en centre d'hébergement d'urgence (CHU), en centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ou en centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), en Île-de-France (Vandentorren *et al.*, 2015). Entre janvier et mai 2013, un parent et un enfant de chaque famille ont été interrogés. Le questionnaire adressé au parent établissait les caractéristiques socio-démographiques du ménage, s'intéressait à la trajectoire migratoire et d'hébergement du parent, portait sur les conditions de vie, la situation administrative, les revenus ou encore l'état de santé. Un sous-échantillon de 228 enfants de 6 à 12 ans, c'est-à-dire scolarisables dans le primaire, s'est vu quant à lui administrer un questionnaire direct d'une trentaine de minutes. Celui-ci s'intéressait notamment aux relations amicales des enfants, à leur vie à l'hôtel et à l'école.

Nous nous appuyons également sur des entretiens répétés (entre deux et quatre fois) avec 32 adolescents âgés majoritairement de 11 à 18 ans, et plus rarement avec des jeunes d'une vingtaine d'années ayant passé leur adolescence en hôtel, à Paris et dans son agglomération, ayant donné lieu à un rapport pour le Défenseur des Droits (Macchi et Oppenchaim, 2019). Ces entretiens, réalisés en 2017 et 2018, ont été complétés, pour certains adolescents, par des entretiens spécifiques visant à reconstituer leur emploi du temps sur plusieurs jours. Parmi les 32 adolescents interrogés, dont 20 garçons, 25 sont scolarisés au moment de l'entretien (2 à l'école primaire, 9 au collège, 6 en lycée général, 6 en lycée professionnel et 2 en BTS), avec une durée de vie en hôtel allant de 2 mois à 14 ans. La menée d'entretiens répétés permet de tisser une relation de confiance, malgré une mise en relation par l'intermédiaire d'institutions assurant leur suivi social.

En effet, si entrer en relation avec des adolescents par le biais d'institutions, avec lesquelles ils entretiennent une certaine méfiance est une difficulté classique pour les chercheurs (Oppenchaim, 2011), le rôle d'intermédiaire joué par les associations d'aide aux familles sans-logement induit une confusion possible des enquêteurs avec des travailleurs sociaux. L'entretien avec les chercheurs peut alors être compris, par les adolescents ou leurs parents, comme susceptible d'apporter une aide aux familles, quand bien même nous avons toujours bien précisé aux familles que l'étude serait sans effet sur leur situation résidentielle.

Enfin, ce corpus est complété par une ethnographie de dix-huit mois dans un hôtel social de petite couronne parisienne (Le Méner, 2016), durant laquelle un

chercheur de l'équipe ENFAMS a été en contact quotidien avec quelques enfants, grâce aux liens noués avec leurs parents. Ces liens privilégiés ont permis non seulement des échanges répétés avec les parents, mais aussi une familiarisation progressive avec les enfants. Pendant plusieurs mois, le chercheur a ainsi accompagné régulièrement ces enfants en voiture à l'école, lorsque celle-ci était à plus d'une heure en transports en commun de l'hôtel, et les a aidés à faire leurs devoirs.

II. Des familles soumises à une forte mobilité résidentielle

- 2 Le système d'hébergement en hôtel social s'est développé comme une solution provisoire aux problèmes de logement des familles, eux-mêmes relatifs à des statuts administratifs précaires, une très grande majorité d'entre elles étant migrantes (Le Méner et Oppenchain, 2012). Dans cette perspective, l'hébergement répond au besoin immédiat d'avoir un toit. Face à l'augmentation continue des demandes, les hébergeurs, mandatés par l'État (au titre de l'hébergement d'urgence) ou le Département (au titre de la protection de l'enfance), travaillent à flux tendu. Ils hébergent les familles là où il y a de place, quand il y en a : au 115 de Paris, le nombre de demandes non pourvues pour les personnes en famille s'élevait par exemple en moyenne à deux-mille par mois en 2014 (Eberhard *et al.*, 2016). L'hébergement en hôtel se caractérise en conséquence par une forte instabilité résidentielle des familles. D'après l'enquête ENFAMS, les familles franciliennes sans-logement changent environ en moyenne trois fois d'hébergement par an (Guyavarch *et al.*, 2014). Cette moyenne considérable cache d'importantes disparités : 40 % des familles n'ont pas changé d'hébergement durant les douze derniers mois, 22 % d'entre elles ont déménagé une fois et 38 % plus d'une fois. Ces disparités sont fortement liées à la durée de présence dans le système d'hébergement. Durant la première année sans logement, le nombre moyen de déménagement est maximal, mais il décroît ensuite nettement au fil des années. Ainsi 78 % des familles ont déménagé au moins une fois durant leur première année dans le système d'hébergement, alors que moins d'une sur deux déménage durant les années suivantes. Les familles sans-logement depuis 1 an révolu auront déménagé en moyenne 3,8 fois par an, celles sans-logement depuis 2 ou 3 ans révolus auront déménagé en moyenne 1,9 fois par an, tandis que les familles sans-logement depuis au moins 4 ans auront déménagé en moyenne une fois par an. Quoiqu'une dimension de contrainte soit discernable dans la plupart des trajectoires résidentielles (Authier, 2010), ces résultats sont à mettre en relation avec la mobilité résidentielle en population générale : en moyenne, seul un peu plus d'une personne sur dix (11 %) déménage chaque année en France (Haran et Garnier, 2018).
- 3 Ces changements d'hôtel ont plusieurs sources, comme le révèlent nos matériaux qualitatifs. Ils peuvent être le résultat de l'évolution de la composition des ménages, en particulier sous l'effet de naissances qui entraînent une suroccupation de la chambre d'hôtel (on compte ainsi 6 naissances en moyenne par jour parmi les familles hébergées par le PHRH). Le nécessaire recalibrage de l'espace dévolu à la famille entraîne au mieux un changement de chambre ou l'attribution d'une chambre supplémentaire dans le même établissement, mais le plus souvent un changement d'hôtel. Les

déménagements résultent aussi parfois d'évolution de la situation administrative des parents, par exemple le rejet de leur demande d'asile¹. Enfin, les changements d'hôtels sont également liés à des indisponibilités temporaires de chambres dans les hôtels, en cas de travaux par exemple, ou à des conflits avec l'hôtelier. Ainsi, des familles sont parfois obligées de quitter un hôtel lorsque les parents ont enfreint le règlement intérieur, notamment lorsque ce règlement rend impossible l'adaptation à l'exiguïté et à l'inconfort du logement. Les déménagements font suite aussi parfois à la transgression du règlement interne de l'hôtel par les enfants et les adolescents, en raison par exemple de leurs usages des espaces communs. Les familles sont ainsi à la merci des décisions des hôteliers, face auxquelles elles n'ont guère de recours (Le Méner, 2018). Mis dans une position où ils savent, dès leur plus jeune âge (Le Méner, 2013), que leurs actes peuvent avoir des conséquences sur le quotidien de l'ensemble de la famille, les quelques adolescents concernés par ces conflits avec l'hôtelier intègrent la sanction par le déménagement comme la principale explication de leur instabilité résidentielle – même si celle-ci explique rarement plus d'un ou deux déménagements – sans doute parce que c'est la seule qui leur donne l'impression d'être directement acteurs du processus. En effet, la méconnaissance des mécanismes qui président à la mobilité pour la part la plus importante du parcours hôtelier, confère un sentiment d'impuissance aux adolescents. Questionnés ainsi sur leurs sorties d'un hôtel pour un autre, ceux-ci ne peuvent donner d'explication ou évoquent leurs tentatives ratées d'intervenir sur leur parcours résidentiel. Ils attribuent souvent à l'efficacité des travailleurs sociaux leur arrivée dans un hôtel aux conditions plus favorables ou la stabilisation dans un hôtel. Inversement, une partie de leurs déboires résidentiels est associée au peu de contact avec leur référent social, à son incapacité à trouver des solutions, à son inexpérience ou à son manque de professionnalisme. Cette perception ambivalente des travailleurs sociaux, associée à une incompréhension des mécanismes complexes de la prise en charge des personnes sans logement, souligne d'une part l'impuissance des familles à agir sur leur parcours résidentiel, d'autre part l'impossibilité de désigner précisément les facteurs à l'œuvre dans la gestion de leur mobilité. Dans tous les cas, le récit qu'ils font est celui de leur passivité forcée, un récit dont ils sont les objets plus que les sujets et dans lesquels la capacité d'agir est déléguée à une force anonyme, qui s'incarne en « eux » ou « ils » pour le 115, le travailleur social, le gérant de l'hôtel ou encore les associations assurant le suivi social des familles. Certaines familles effectuent bien elles-mêmes des demandes de déménagement auprès du 115, lorsque la chambre est trop exiguë pour contenir les occupants et leurs affaires, que l'environnement (dans la chambre et en dehors) est incompatible avec la situation des personnes hébergées, ou lorsque des conflits trop violents opposent les co-résidents de l'hôtel. Mais, si ces demandes aboutissent parfois à un changement d'hôtel, elles restent souvent lettre morte faute de place dans le dispositif hôtelier du Samusocial.

- 4 Ces « réorientations », qu'elles soient comme d'ordinaire contraintes, ou comme plus rarement demandées par les familles, sont, sauf exception, effectuées en fonction des places disponibles ; rien ne garantit que le prochain hôtel se trouvera à proximité du précédent, du lieu de suivi social des parents ou encore des établissements scolaires de leurs enfants.

III. L'épreuve du nomadisme hôtelier pour les enfants et les adolescents

- 5 Les parcours résidentiels des adolescents que nous avons interrogés portent la trace de cette instabilité et de l'éclatement géographique de leurs lieux d'hébergement (Figure 1).

Figure 1. Hôtels du service hôtelier du Samusocial fréquentés par les adolescents depuis leur arrivée en Île-de-France, et durées cumulées de séjour

- 6 Si l'on s'en tient aux données enregistrées par le Pôle d'hébergement et de réservation hôtelière du Samusocial de Paris (PHRH), les 30 adolescents (le parcours de deux d'entre eux est manquant) ont vécu dans 92 hôtels répartis dans 65 communes sur tout le territoire régional. Précisons néanmoins qu'un même hôtel peut être présent dans plusieurs trajectoires. Au total, 143 épisodes hôteliers sont ainsi répertoriés dans les données du PHRH pour les adolescents interrogés.
- 7 La moyenne de 4,8 hébergements par adolescent depuis leur entrée dans le système d'hébergement sous-estime toutefois l'instabilité de ces derniers : 1) il n'est question ici que des hôtels et non de l'ensemble des hébergements fréquentés ; 2) les parcours d'hébergement tels que l'on peut les recomposer avec les données administratives du Samusocial comportent moins d'étapes que ceux reconstitués minutieusement durant les entretiens avec les adolescents ; 3) tant qu'ils demeurent dans le système d'hébergement, les adolescents sont sans doute amenés à traverser d'autres hébergements dans le futur.
- 8 Prenons l'exemple des 14 adolescents pour lesquels le PHRH relève moins de 5 hôtels dans leur trajectoire. Parmi eux, seuls 6 ont effectivement connu un faible nombre de

déménagements d'un hôtel à l'autre. Dans le cas de Nelson, adolescent de 11 ans qui a quitté le Cameroun à 4 ans et a emménagé en hôtel social avec sa mère il y a un an et demi, les quatre hôtels par lesquels il est passé selon le Samusocial ne témoignent guère d'une stabilité résidentielle, car ils sont concentrés dans un court laps de temps. C'est d'autant moins le cas que ces hébergements font suite à de fréquents changements d'adresse, de composition du foyer et de types

d'hébergement : Nelson a connu 6 lieux de résidences différents en Lorraine et en Île-de-France avant d'être hébergé en hôtel. Pour lui comme pour les 5 autres adolescents concernés, l'apparente stabilité est ainsi nuancée par un passé résidentiel chaotique avant l'entrée en hôtel, marqué par des hébergements chez des tiers, dans différents centres d'hébergement ou en campement. Pour les 8 autres adolescents qui, selon les données du PHRH, ont connu un parcours moins mouvementé que les autres (moins de 5 hôtels), plusieurs épisodes résidentiels s'ajoutent à la liste des hôtels établie à partir des certificats d'hébergement : des hébergements chez des tiers, des accueils dans des centres d'hébergement d'urgence, CHRS, foyers pour demandeurs d'asile, auxquels s'ajoutent certains hôtels non enregistrés, par exemple lors des changements de région de prise en charge et des déménagements de chambre au sein d'un même hôtel. C'est par exemple le cas de Makar et Mihran qui vivent depuis deux ans dans un hôtel de Chelles, après avoir passé quelques jours dans un hôtel à Longperrier (77). En plus de ces deux épisodes présents dans la base, ils ont néanmoins dû dormir dans une voiture entre les deux hôtels, ainsi que dans un centre d'hébergement de Beauvais et dans un hôtel de Creil pendant environ un an.

- 9 Ainsi, même pour les adolescents qui ont le moins fréquenté d'hôtels différents, les parcours résidentiels, en France, sont jalonnés de changements de communes, de types d'hébergement, de chambres, et de changements dans la composition de leur foyer. Finalement, très peu d'adolescents ont échappé au nomadisme forcé, durant lequel l'incertitude de la durée de séjour et les difficultés pratiques à transporter toutes les affaires de la famille d'un lieu à l'autre, souvent éloigné du précédent, empêche la menée d'autres activités ou le développement de projets. Il y a certes différents cas de figure, sur un éventail entre un enchaînement d'hôtels pour des durées inférieures à quinze jours à chaque fois, et l'hébergement court dans deux ou trois hôtels, une stabilisation de plusieurs mois, voire années dans le cas des foyers pour demandeurs d'asile, avant une nouvelle séquence d'hébergements courts. Quelle que soit la distribution temporelle des épisodes résidentiels, la phase d'errance francilienne s'apparente à une période déconnectée des ancrages que les adolescents ont pu tisser antérieurement et caractérisée par un repli sur la chambre d'hôtel.
- 10 La trajectoire d'Iban et Suni est exemplaire de ce nomadisme forcé à travers toute l'Île-de-France. Les deux adolescents ont quitté l'Arménie en 2010. Après un séjour de deux ans en Belgique, ils arrivent à Paris en avril 2012 avec leurs parents. En trois mois, ils changent douze fois d'hôtel, avant de connaître des hébergements à plus long terme, un séjour de deux ans dans un hôtel de Noisy-le-Grand (94) et un séjour de trois ans à Garges-lès-Gonesse (95), avec entre les deux une étape de trois jours à Chanteloup-les-Vignes (78). Au moment du premier entretien, ils viennent d'être déplacés dans un hôtel de Saint-Ouen l'Aumône (95). À trois reprises, les frères retournent dans un hôtel déjà fréquenté par le passé, ce qui ajoute au sentiment d'être ballotté à travers toute la région.

Extrait d'entretien avec Iban, 16 ans, et Suni, 17 ans

Suni :

En fait, on a fait tout le tour de l'Île-de-France. C'est-à-dire aujourd'hui on serait à Paris, l'autre jour

je sais pas on serait à Melun, après on partirait à Garges, après...

Iban : On a fait beaucoup de Formule 1 [...]

Suni : Et après ils nous ont encore changé d'hôtel, encore Formule 1, Hôtel Lemon, tout des trucs comme ça...

Iban : En plus plus c'était compliqué avec toutes les affaires, on reprend, on met tout dans le bus, c'était trop, y'avait trop...

Suni : J'l'avais mis sur mon dos, toutes les affaires je les mettais sur mon dos, et j'ai eu des

mals de dos. Et voilà !

Enquêtrice : Vous restiez entre une et deux semaines dans chaque hôtel ?

Suni : Non, deux trois jours !

Iban : Deux trois jours, maximum une semaine, comme ça...

Suni : Maxi on restait une semaine, on était heureux ! Et le truc qui était dur, aussi, c'est que quand ils nous donnaient les adresses, nous on connaissait rien. Y'a écrit : « 15 rue Gutenberg 95140 ». Vas-y, va... nous, on savait pas... maintenant, je peux aller, mais avant on savait pas !

Iban :

Avant, ma mère elle était au téléphone avec ma tante, elle passait [le téléphone] aux gens, pour donner aux gens, mais les gens ils comprenaient rien du tout, donc ils prenaient, ils parlaient avec ma tante et ma tante, puisqu'elle savait parler français, elle expliquait : « Vous pouvez montrer à ces gens comment y aller ? ».

Figure 2. Reconstitution de la trajectoire résidentielle de Suni et Iban

- 11 Ce ballet des familles d'un coin à l'autre de l'Île-de-France reste le plus souvent cantonné à la périphérie de la métropole parisienne. Hormis les quatre jeunes qui n'ont connu que des hôtels parisiens, et peu d'épisodes résidentiels, et un jeune dont la

famille a fait des allers-retours entre Paris et divers départements franciliens, tous les autres n'ont soit jamais été hébergés à Paris, soit très épisodiquement. Dans ces mouvements, quelques hôtels font figure de points d'intersection, comme l'hôtel Parthénon de Chilly-Mazarin qui a accueilli 10 des 32 adolescents interrogés en Île-de-France, dont 4 à deux reprises, ou l'hôtel Première Classe de Cergy, qui en a accueilli 7, dont 2 à deux reprises.

- 12 Dans cette expérience d'hyper-mobilité excentrée, les adolescents soulignent des épisodes particulièrement difficiles pour eux, à l'occasion du passage d'un hôtel à l'autre, en particulier quand l'hôtel d'arrivée est moins bien équipé, plus dégradé, plus insalubre que l'hôtel de départ. Les conditions concrètes de déménagement sont également très éprouvantes pour les adolescents. Déménager, cela signifie faire des allers-retours en transports en commun, parfois de plusieurs heures, pour récupérer ses affaires, se perdre car on ne connaît pas la nouvelle commune de résidence, devoir manquer les cours pour aider ses parents, etc.
- 13 Pendant ces temps d'errance, les personnes sur lesquelles les familles peuvent compter pour les aider sont rares. Une dame rencontrée à l'aéroport ou à la gare qui oriente vers le 115, les passants qui acceptent de guider la famille vers l'hôtel indiqué : certaines figures émergent parfois du monde de l'inconnu que traversent les adolescents contraints de revivre à intervalles répétés l'expérience de l'espace public, en famille et avec tout ce que l'on possède. Associées à des moments d'extrême dénuement, ces personnes, faute d'un lien préexistant, reviennent rarement dans l'horizon des jeunes. Dans les périodes plus stables, des personnes plus en lien avec la famille peuvent venir à son secours, comme des enseignants ou des amis rencontrés à l'hôtel, mais ces liens résistent difficilement dans la durée.
- 14 Le parcours au gré des hôtels est parfois tellement long et chaotique que certains en viennent à préférer rester dans l'hôtel où ils se trouvent pour ne plus avoir à changer leurs habitudes de vie sans cesse, perdant parfois la perspective d'un hébergement hors hôtel. C'est le cas d'Andrea qui malgré les punaises de lit et les tensions avec le gérant, préfère ne plus changer d'hôtel après avoir traversé seize autres hôtels et un centre d'hébergement d'urgence, au point de ne plus se souvenir de la plupart des lieux et des communes parcourus. Lorsqu'un événement susceptible d'entraîner un déménagement intervient alors que l'adolescent s'est familiarisé avec son environnement, notamment grâce à l'insertion scolaire, il est redouté et vécu dans l'appréhension de la perte des repères et d'un éloignement du lieu de scolarisation entraînant des trajets encore plus éprouvants qu'actuellement.

IV. Des trajets quotidiens longs et éprouvants

- 15 La forte mobilité résidentielle des familles sans-logement entraîne, en effet, non seulement une absence d'investissement du quartier de résidence et un repli sur la chambre d'hôtel (Macchi et Oppenchain, 2019) mais également de nombreux déplacements quotidiens pour les enfants et leurs parents. Pour réaliser leurs diverses activités quotidiennes, accéder à l'emploi, aux lieux de prise en charge sanitaire et sociale ou entretenir leur réseau amical et familial, les familles sont obligées de se déplacer sur de très longues distances, comme le montre le cas emblématique des déplacements domicile-école. Confrontés à l'instabilité résidentielle, les parents choisissent le plus souvent d'assurer une continuité géographique dans le lieu de

scolarisation de leurs enfants : l'école constitue un « point fixe » (Le Méner et Oppenchain, 2015) et un lieu d'ancrage quotidien, aussi bien pour les enfants que pour les parents. Les premiers y ont la plupart de leurs amis et y trouvent un certain nombre de ressources ; les seconds y ont également parfois développé un réseau d'entraide avec d'autres parents d'élèves, ils réalisent à proximité un certain nombre d'activités quotidiennes et souhaitent avant tout assurer une certaine stabilité dans la vie tumultueuse de leurs enfants.

- 16 Cette disjonction entre parcours résidentiel et parcours scolaire, entraînant bien souvent une scolarisation en dehors de sa commune, concerne une partie importante des enfants et des adolescents sans-logement. L'enquête ENFAMS montre ainsi que parmi les enfants sans-logement scolarisés au primaire, deux sur dix ne le sont pas dans une école de leur commune. Cette valeur est d'autant plus élevée pour les enfants qui déménagent : alors que près de neuf enfants stables sur dix sont scolarisés dans leur commune de résidence, plus d'un quart des enfants ayant déménagé durant l'année fréquentent un établissement dans une autre commune. La disjonction entre parcours résidentiel et scolaire concerne également les adolescents hébergés en hôtel : les 25 adolescents interrogés, encore scolarisés au moment de l'entretien, ont fréquenté en moyenne 7,2 hôtels ou foyers depuis leur entrée dans le système d'hébergement, mais n'ont été scolarisés dans le même temps que dans 1,84 communes. Seuls 12 d'entre eux sont actuellement scolarisés dans leur commune de résidence.
- 17 Il convient néanmoins de prendre en compte l'influence de la variable géographique sur ce découplage entre trajectoire résidentielle et scolaire des enfants et des adolescents sans-logement. Ce découplage concerne par exemple beaucoup plus fréquemment les adolescents qui ont résidé dans un premier temps dans Paris *intra-muros* avant de déménager en banlieue. Ils choisissent d'y rester scolarisés, non seulement pour conserver leur réseau amical et les ressources afférentes, mais également parce que Paris constitue pour eux la ville de référence où ils peuvent espérer revenir un jour. « Moi, c'est que Paris, moi ! », s'écrit Soufiane lorsque nous évoquons ses projets, ses activités, ses centres d'intérêt, lors du deuxième entretien. À l'image des ménages mal-logés parisiens qui considèrent la résidence *intra-muros* comme une façon de faire face à la condition populaire, car elle limite les temps de trajet, garantit l'accès à la ville et est perçue comme un gage d'insertion professionnelle et de distinction sociale (Dietrich-Ragon, 2014), ces adolescents hiérarchisent symboliquement leurs espaces de vie quotidiens : ils valorisent les ressources de la capitale en terme d'insertion sociale, scolaire et professionnelle ou d'équipements urbains à leur disposition ; à l'inverse, ils disqualifient les différentes communes d'hébergement, rarement investies ou même explorées. Au contraire de ces enfants qui ont grandi à Paris, les adolescents rencontrés en Seine-et-Marne n'ont pas eu d'épisode d'hébergement à Paris, ils sont scolarisés non loin de leur hôtel, car les changements d'hôtel se font souvent à proximité de leur lieu de scolarisation, même si, dans certaines circonstances, comme la fermeture brutale d'un hôtel pour travaux, ils peuvent se retrouver à plusieurs dizaines de kilomètres de leur école du jour au lendemain. De même, les adolescents hébergés dans un hôtel parisien sont tous scolarisés à proximité de chez eux, mais la résidence dans Paris *intra-muros* n'est pas la plus fréquente, car la saturation du parc hôtelier parisien amène à héberger au-delà du périphérique la plupart des familles dépendant d'organisations basées dans la capitale.

- 18 Le découplage entre trajectoire résidentielle et scolaire des enfants et des adolescents entraîne alors des temps de trajet très importants entre leurs lieux d'hébergement et de scolarisation. L'enquête ENFAMS montre que parmi les enfants sans-logement scolarisés au primaire près d'un sur cinq (18 %) met plus d'une demi-heure pour aller à l'école. Ceux qui n'ont pas déménagé sont 15 % dans ce cas contre 24 % parmi ceux qui ont déménagé au moins une fois dans les douze derniers mois. Le découplage entre l'école et l'hébergement se lit également dans l'utilisation plus fréquente des transports en commun, notamment du bus, par rapport aux enfants franciliens de leur âge (EGT, 2012). Pour aller à l'école, 23 % des enfants sans-logement empruntent le bus (5 % en moyenne pour les enfants franciliens), 9 % le métro (0,8 % pour les enfants franciliens) et 5 % le RER ou le train (0,4 % pour les autres enfants). À l'inverse, l'usage de la voiture est quasi exceptionnel (il ne concerne que 2 % d'entre eux, alors que près d'un quart des enfants franciliens y a recours), ce qui s'explique en grande partie par le taux d'équipement automobile des familles : seule une sur dix est propriétaire d'une voiture. Si la marche est la principale façon de se rendre à l'école (dans 67 % des cas), elle concerne bien moins les enfants exposés à l'instabilité résidentielle, qui se déplacent avant tout en transport en commun : 75 % des enfants n'ayant pas déménagé dans l'année se rendent à pied à l'école, 69 % parmi ceux qui ont déménagé une fois et 32 % parmi ceux qui ont déménagé plus d'une fois. Cela n'est pas sans incidence sur l'appréhension du trajet vers l'école : 75 % des enfants n'ayant pas déménagé « adorent » ou « aiment bien » ces moments contre 58 % des enfants ayant déménagé.
- 19 Ces longs trajets ne diminuent pas avec la montée en âge, bien au contraire. Plus d'un tiers (9 sur 25) des adolescents interrogés mettent au moins une heure un quart pour rejoindre leur collège ou leur lycée (contre 2,1 % des adolescents franciliens âgés de 11 à 18 ans selon l'enquête globale transports-EGT de 2012) avec, le plus souvent, deux ruptures de modes de transports sur le trajet. Cette proportion est encore plus importante en prenant en considération l'ensemble de la trajectoire scolaire des adolescents : la moitié d'entre eux a, un moment, mis au moins une heure un quart pour rejoindre son établissement scolaire. La journée du mercredi représente un cas extrême de cette importance des temps de trajets dans le quotidien : ce jour-là, certains adolescents passent plus de temps dans les transports en commun pour aller à l'école qu'en cours. Les trajets sont ainsi toujours, à une exception près, réalisés en transports en commun (alors qu'en 2012, 11,1 % des adolescents franciliens âgés de 11 à 18 ans sont véhiculés pour se rendre en cours, 41 % allant à l'école en transports en commun).
- 20 Ces temps de trajets importants sont liés en bonne partie à la distance géographique entre l'hôtel et l'établissement scolaire, mais également à une faible accessibilité d'une partie des familles aux transports en commun. Celle-ci s'explique d'une part par la localisation géographique des hôtels (dont un hôtel situé sur une île inhabitée des Yvelines, à 51 kilomètres et deux heures de transport en commun du lycée d'adolescents interrogés, constitue un exemple extrême), et, parfois, par l'absence d'initiative prise pour faciliter l'accessibilité en transports en commun du centre-ville et/ou de la station de RER et de métro de la commune depuis l'hôtel.
- 21 Ces entraves à la mobilité quotidienne, conjuguées à la nécessité de se déplacer, conduisent à un épuisement des enfants et de leur famille. Comme pour les enfants sans-logement (Le Méner et Oppenchain, 2015), les longs trajets journaliers ont une forte influence sur les apprentissages scolaires, les relations de sociabilité ou la vie quotidienne des adolescents hébergés en hôtel. Ils y forgent certes des compétences

urbaines, notamment la capacité à se repérer dans le réseau de transports en commun ou à pratiquer l'intermodalité (certains guident ainsi très rapidement leurs parents dans les transports en commun, lorsque ceux-ci doivent les emprunter). Ils y réalisent également un certain nombre d'activités, notamment dormir ou faire ses devoirs. Néanmoins, ces trajets ont avant tout pour conséquence de restreindre la disponibilité pour passer du temps avec leurs camarades de classe et pour réaliser des activités de loisirs dans un cadre scolaire ou extrascolaire, auxquels certains adolescents ont dû renoncer après un déménagement loin de leur école : les temps de déplacement sont tellement longs qu'il ne reste pas de temps pour faire autre chose que les devoirs le soir. Ils contribuent ainsi à renforcer l'isolement relationnel de certains adolescents. Ces trajets sont également une source de fatigue importante. En effet, la majorité des adolescents avec de longs trajets se réveille vers six heures, voire avant pour certains, et n'a pas forcément le temps de prendre un petit-déjeuner. Ces adolescents rentrent tard à leur domicile, ce qui induit également des temps de coucher tardifs couplés parfois à des difficultés à s'endormir, en raison de la promiscuité avec les autres membres de la famille. Beaucoup de ces adolescents dorment ainsi six heures ou moins par jour. Plus largement, la durée des trajets complique fortement les apprentissages scolaires, en particulier la réalisation des devoirs, déjà mis à mal par la promiscuité dans le lieu d'hébergement, l'absence de wifi dans certains hôtels, ainsi que par le poids des démarches administratives. Certains adolescents en retirent un fort sentiment d'injustice, car ils ont conscience que ces conditions matérielles constituent autant d'obstacles à leur volonté de réussir leur scolarité. Sur ce point, malgré les difficultés à faire les devoirs chez eux, les adolescents sans-logement ne semblent pas avoir un recours plus important que les autres à l'étude, notamment parce que la durée des trajets ne leur permet pas de s'attarder dans l'établissement.

L'accompagnement de déplacements quotidiens de deux enfants hébergés en hôtel dans le cadre de la recherche ethnographique menée par Erwan Le Méner en parallèle de l'enquête ENFAMS (Le Méner, 2016) permet de prendre la mesure de l'épreuve que constituent les mobilités quotidiennes pour les enfants hébergés en hôtel et leurs parents.

Fatou et Aminata, deux sœurs âgées de 9 et 6 ans, sont scolarisées en CM1 et en CP dans une école du 13^e arrondissement de Paris. Elles vivent avec leurs parents, Aïcha et Amadou, dans un hôtel social situé à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis. Les jours d'école, Aïcha se lève entre 5 h et 5 h 30. Elle prépare le petit déjeuner, fait sa toilette. Elle réveille ses filles entre 6 h et 6 h 15, l'aînée d'abord, qui passe la nuit à ses côtés, avant de passer dans la chambre voisine chercher la cadette, qui dort avec son père. L'enquête ENFAMS montre que ces réveils aux aurores concernent une partie importante des enfants sans-logement : un tiers de ceux qui sont scolarisés en dehors de leur commune se lèvent avant 6 h en semaine ; un quart dort moins de 9 heures par nuit.

Les filles et leur mère quittent l'hôtel entre 7 h 15 et 7 h 30. Elles marchent près de vingt minutes pour rejoindre l'arrêt de bus. Le bus les conduit à une station de métro. Après un changement de ligne, qui occasionne une nouvelle marche de quelques minutes, la famille descend Place d'Italie. Il reste quatre cent mètres pour rejoindre l'école, dont les portes ouvrent à 8h20 et où les cours commencent à 8h30. Le trajet aura duré au moins cinquante minutes. Il n'est pas rare qu'avec les

problèmes de bus et de métros, il excède une heure dix. Les deux sœurs passent donc en moyenne deux heures chaque jour dans les transports pour aller à l'école.

Comme 38 % des enfants sans-logement interrogés au cours de l'enquête ENFAMS (44 % pour ceux qui vivent en hôtel) et 61 % parmi ceux se rendant à l'école en métro ou en RER, Fatou et Aminata arrivent au moins une fois par semaine en retard à l'école.

Ces retards s'expliquent en partie par les problèmes de circulation, mais il arrive aussi que le trajet se déroule sans encombre, mais que les enfants soient partis après l'horaire habituel : la fatigue et la lassitude vis-à-vis du trajet se ressentent dès sa préparation, qui peut prendre plus de temps qu'à l'habitude. Les enfants ne quittent ainsi parfois l'hôtel qu'à 7 h 30 ou 7 h 35, ce qui leur laisse peu de chance, alors que le trafic se congestionne, d'arriver à l'heure. Les enseignants de Fatou et Aminata, au courant de l'éloignement résidentiel de la famille, ne leur tiennent pas rigueur de ses retards, ce que les petites filles apprécient.

Aïcha se rend ensuite chez son employeur, où elle suit des formations d'agent d'entretien. Le lieu d'embauche varie d'un jour à l'autre : de temps en temps, elle se rend au siège, voisin de l'école ; le plus souvent, elle doit reprendre le métro, effectuer deux changements et arriver trente-cinq minutes plus tard près de la place de l'Opéra. Ses retards répétés lui valent des avertissements fréquents, bien qu'elle réussisse tous les tests de formation, et que la qualité de son travail soit reconnue. Après sa journée de travail, Aïcha part chercher ses filles à l'école, où elles restent à l'étude tous les jours ; toutes les trois rentrent ensuite à l'hôtel. Aïcha y fait un peu de rangement et de ménage, réchauffe le dîner, tandis que les enfants font leurs devoirs, avec l'aide de leur père, malgré leurs difficultés à se concentrer en raison de leur fatigue. Fatou et Aminata, comme 14 % des enfants vivant en hôtel, estiment ainsi manquer de temps pour leurs devoirs, réalisés la plupart du temps en présence de leurs parents, affairés à d'autres activités². Les longs trajets quotidiens et la fatigue qu'ils entraînent ne jouent pas seulement sur le temps consacré aux devoirs. Ils ont de nombreuses conséquences sur les apprentissages des deux sœurs qui ont du mal à suivre à l'école, en raison notamment de sautes d'attention fréquentes.

Les parents s'appuient sur des tiers pour diminuer le poids de ces trajets. Une proche d'Aïcha, mère de la meilleure amie de Fatou, en classe avec elle, héberge presque toutes les semaines, pour une nuit, les petites filles. Elle vit à côté de l'école, et le trajet se fait alors à pied. Fatou et Aminata apprécient cette parenthèse, qui interrompt leur allées et venues entre l'hôtel et l'école. Le trajet est parfois aussi raccourci et réalisé dans des conditions plus confortables. Avant notre arrivée à l'hôtel, un des frères d'Amadou faisait un crochet par l'hôtel en allant au travail, ou par l'école au retour du travail, pour accompagner les petites. Une maladie a mis fin à ce roulement. Un chercheur de l'observatoire du Samusocial de Paris a pris le relais en octobre 2011 et rapproché Aïcha, Fatou et Aminata de l'école. Le trajet en voiture économisait un quart d'heure de sommeil aux enfants, leur permettait parfois de s'assoupir, en tout cas d'être plus au calme. Malgré ces combines, les enfants souhaiteraient déménager à proximité de leur école.

Les difficultés rencontrées par Fatou, Aminata et leurs parents sont caractéristiques de celles auxquelles sont confrontées une partie des familles hébergées en hôtel. L'organisation domestique des déplacements et des activités annexes paraît alors décisive pour limiter la fatigue ressentie par les enfants. Cette organisation est d'autant plus efficace qu'elle s'appuie à la fois sur des ressources internes, comme Amadou qui peut conduire ses enfants à l'école lorsque son épouse ne le peut pas, mais aussi extérieures, telles ces parents d'élèves prêts à accueillir ponctuellement les deux sœurs. La structure familiale joue donc un rôle central dans la gestion des déplacements quotidiens – une mère, vivant seule à l'hôtel avec des enfants allant à l'école, subit davantage d'aléas pesant sur l'organisation domestique (comme la maladie, des obligations professionnelles ou familiales imprévisibles) qu'un couple dans une situation similaire. La monoparentalité, mais aussi la distance entre le domicile et l'école, accroissent la difficulté à concilier certaines activités quotidiennes, essentielles à la famille, comme conduire ses enfants à l'école et prendre soin d'eux d'un côté, et engranger des revenus de l'autre.

V. Conclusion : penser autrement les inégalités face à la mobilité

- 22 Le caractère contraint et éprouvant des mobilités, tant résidentielles que quotidiennes, des familles hébergées en hôtel social constitue un cas extrême et non généralisable à l'ensemble de la population. Il est néanmoins riche d'enseignements pour affiner la compréhension des difficultés que rencontrent les individus vis-à-vis de la mobilité.
- 23 Il permet tout d'abord de confirmer la nécessité de penser conjointement les différentes formes de mobilité géographique (Imbert *et al.*, 2014). La trajectoire des adolescents sans-logement est ainsi marquée par une forte mobilité, à différentes échelles qui s'articulent entre elles, au sens où les conditions d'un type de mobilité ne sont pas sans incidence sur la forme que prennent les autres mobilités : ils ont en commun d'avoir quasiment tous fait l'expérience d'une migration (Macchi et Oppenchain, 2019), de connaître de nombreux changements de domicile depuis leur arrivée en France, ce qui induit le vécu de longs trajets au quotidien. Ces mobilités ont de nombreuses conséquences, nous l'avons vu, sur la scolarité, la santé et le bien-être des adolescents.
- 24 Dans le cadre de cette approche intégrée des mobilités, le cas des familles hébergées en hôtel permet notamment de prolonger les travaux s'intéressant aux articulations entre mobilités quotidiennes et résidentielles (Vincent-Geslin et Kaufmann, 2012). L'articulation entre ces deux formes de mobilité est le plus souvent pensée sous la forme d'arbitrage des ménages entre deux types de mobilité plus ou moins substituables et réversibles, ayant des effets différents sur l'ancrage résidentiel des personnes qui les pratiquent (Kaufmann, 2005). Par exemple, en cas de changement d'emploi dans une autre agglomération, les individus peuvent faire le choix de déménager ou, au contraire, de parcourir des distances plus importantes au quotidien, afin d'éviter tout le travail de reconfiguration des relations sociales entraîné par le déracinement et l'ancrage dans un autre contexte résidentiel. Si tous les individus ne possèdent pas les mêmes marges de manœuvre afin d'arbitrer entre ces deux types de

mobilité (Kaufmann, *ibid.*), le cas des familles hébergées en hôtel permet de montrer que dans certaines situations l'arbitrage n'est tout simplement pas possible, la seule variable d'ajustement étant la mobilité quotidienne. La mobilité résidentielle des familles sans-logement a rarement pour conséquence une diminution des distances parcourues au quotidien, bien au contraire. Ces longs déplacements ne servent donc pas à laisser ouvert le champ des possibles et à éviter un déménagement qui mettrait à mal les liens tissés par l'individu dans son quartier de résidence, mais en sont au contraire la conséquence.

- 25 Le cas des familles sans-logement permet alors de montrer de manière plus générale que différencier les individus en fonction de leur potentiel (ou capital) de mobilité ne suffit pas à renseigner totalement les inégalités sociales face à la mobilité. Le recours au concept de capital de mobilité participe, d'une part, aux représentations idéologiques de la mobilité postulant qu'il est digne socialement, utile économiquement et bien pour chacun d'« être mobile » (Borja, Courty et Ramadier, 2013). Ce postulat sous-tend les injonctions à la mobilité qui orientent un grand nombre de politiques publiques visant à augmenter les potentiels de mobilité des catégories défavorisées (Bacqué et Fol, 2007). Le principe de justice sous-jacent à cette analyse est donc de supposer qu'il existe un idéal qui consiste à pouvoir se déplacer et qu'il convient de corriger l'inégal accès des groupes sociaux à ce potentiel de mobilité idéal. Or, le cas des familles sans-logement montre que les inégalités face à la mobilité ne sont pas seulement liées à des difficultés à se déplacer mais peuvent au contraire être créées par la mobilité elle-même. Un grand nombre d'entre elles souffrent d'une moindre accessibilité à un certain nombre de ressources urbaines essentielles, par exemple l'école, les lieux de soins ou de suivi social, ce qui entraîne parfois une absence de scolarisation ou de suivi sanitaire des enfants (Vandentorren *et al.*, 2015). Pour autant, ce moindre potentiel d'accès à certaines ressources urbaines de base ne résume qu'imparfaitement les difficultés qu'elles rencontrent. La plupart d'entre elles réussissent, nous l'avons vu, au prix de nombreux sacrifices, en particulier en termes de déplacements quotidiens, de fatigue et de difficultés d'organisation afférentes, à assurer l'accès de leurs enfants à l'école. Elles se caractérisent par une amplitude très importante de leurs mobilités et par une diversité d'ancrages territoriaux – souvent, parce qu'elles n'ont tout simplement pas le choix. De la même manière que M.-H. Bacqué et S. Fol (2007) soulignent la nécessité d'affirmer un droit complémentaire à la mobilité et non nécessairement antagoniste à ce dernier – un droit à l'immobilité –, ne convient-il pas, pour renseigner les inégalités face à la mobilité, de prendre en compte non seulement le potentiel d'accès des individus aux ressources urbaines, mais également le degré de choix et les ressources dont ils disposent pour articuler leurs différentes sphères d'activité quotidienne grâce à leur mobilité ou à leur immobilité ? Dans bien des cas, l'immobilité (quotidienne et résidentielle) demande ainsi autant, sinon plus, de ressources économiques et sociales qu'être mobile, ressources dont sont précisément privées les familles sans-logement. Dans un contexte où les mobilités géographiques éprouvent de plus en plus les capacités sociales des individus à articuler leurs différentes sphères d'activité et où les conditions matérielles du déplacement renforcent la pénibilité et la fatigue ressentie (Enaux *et al.*, 2011), le principe de justice sous-jacent serait alors de favoriser la maîtrise des individus sur le choix de leurs différents lieux d'ancrage quotidien présents ou futurs, plutôt que de chercher uniquement à corriger l'inégal accès à un potentiel de mobilité idéal. Dans le cas des familles sans-logement, cela passe avant tout par la recherche d'autres solutions d'hébergement que l'hôtel, notamment l'accès à du

logement social à proximité du lieu de scolarisation de leurs enfants, afin qu'elles cessent de s'épuiser dans leurs nombreux déménagements et trajets du quotidien.

BIBLIOGRAPHIE

- Authier J.-Y.** (dir.) (2010), « État des lieux sur les trajectoires résidentielles », PUCA [en ligne], disponible sur http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/etatdeslieux_trajectoiresresidentielles.pdf, page consultée le 11/09/2019.
- Bacqué M.-H. et Fol S.** (2007), « L'inégalité face à la mobilité : du constat à l'injonction », *Revue suisse de sociologie*, n° 33, p. 89-104.
- Borja S., Courty G. et Ramadier T.** (2012), « La mobilité serait un capital : doutes et interrogations », *Forum Vies Mobiles* [en ligne], disponible sur <http://fr.forumviesmobiles.org/controverse/2012/12/11/mobilite-comme-capital-488>, page consultée le 11/09/2019.
- Dietrich-Ragon P.** (2014), « Résister à l'exil. Enquête auprès des mal-logés parisiens », *Espaces et sociétés*, vol. 156-157, n° 1, p. 19-35.
- Dietrich-Ragon P.** (2017), « Aux portes de la société française. Les personnes privées de logement issues de l'immigration », *Population*, vol. 72, p. 7-38.
- Eberhard M., Guyavarch E. et Le Méner E.** (2016), « Structure familiale et hébergement d'urgence au 115 de Paris », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 123, p. 123-129.
- Enaux C., Lannoy P. et Lord S.** (2011), « Les mobilités éprouvantes. Regards sur les pénibilités des déplacements ordinaires », *Articulo. Journal of Urban Research* [en ligne], n° 7, disponible sur <https://journals.openedition.org/articulo/1765>, page consultée le 11/09/2019.
- Guyavarch E. et Le Méner E.** (2014), « Les familles sans domicile à Paris et en Île-de-France : une population à découvrir », *Politiques sociales et familiales*, n° 115, p. 80-86.
- Guyavarch E. (dir)** (2014), « Rapport d'enquête ENFAMS. Enfants et familles sans logement en Île-de-France », Observatoire du Samusocial de Paris.
- Haran L. et Garnier M.** (2018), « Les mobilités résidentielles en France », rapport de l'Observatoire des Territoires.
- Imbert C., Dubucs H., Dureau F. et Giroud M. (dir)** (2014), *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin.
- Kaufmann V.** (2005), « Mobilités et réversibilités : vers des sociétés plus fluides ? », *Les cahiers internationaux de la sociologie*, n° 118, p. 119-136.
- Le Méner E. et Oppenchain N.** (2012), « The temporary accommodation of homeless families in Île-de-France: in-between social emergency and immigration management », *European Journal of Homelessness*, vol. 6, n° 1, p. 83-103.
- Le Méner E. et Oppenchain N.** (2015), « Pouvoir aller à l'école. La vulnérabilité résidentielle d'enfants vivant en hôtel social », *Annales de la recherche urbaine*, n° 110, p. 74-87.

- Le Méner E.** (2013), « Quel toit pour les familles à la rue ? L'hébergement d'urgence en hôtel social », *Métropolitiques* [en ligne], disponible sur <https://www.metropolitiques.eu/Quel-toit-pour-les-familles-a-la.html>, page consultée le 11/09/2019.
- Le Méner E.** (2016), « Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans-papiers hébergée en hôtel social », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 123, p. 41-55.
- Macchi O. et Oppenchaim N.** (2019), « Adolescents sans-logement. Grandir en famille dans une chambre d'hôtel », rapport pour le Défenseur des Droits.
- Oppenchaim N.** (2011), « Pourquoi et comment favoriser la participation d'adolescents de ZUS à une recherche sur leurs mobilités urbaines ? », *Carnets de géographes*, n° 3 [en ligne], disponible sur <https://journals.openedition.org/cdg/2267>, page consultée le 12/02/2020.
- Vandentorren S. et al.** (2015), « Characteristics and health of homeless families: the ENFAMS survey in the Paris region », *The European Journal of Public Health*, vol. 26, n° 1, p. 71-76.
- Vincent-Geslin S. et Kaufmann V. (dir.)** (2012), *Mobilités sans racines. Plus loin, plus vite... Plus mobiles ?*, Paris, Descartes & Cie.

NOTES

1. Si les familles n'ignorent pas cette perspective, l'impossibilité dans laquelle elles sont de l'anticiper, sans connaissance préalable de la date ni ressources pour prévoir une solution alternative, les plonge temporairement dans un extrême dénuement. Plusieurs adolescents interrogés ont dû ainsi dormir dans une voiture, parfois plusieurs mois, une fois leur demande d'asile rejetée. Dans certains cas, ce rejet de la demande d'asile entraîne également un changement de département de résidence.
2. D'après l'enquête ENFAMS, 70 % des enfants vivant dans un hôtel sont toujours en présence d'une autre personne lorsqu'ils font leurs devoirs, en raison notamment de la promiscuité des lieux. Près d'un enfant sur deux fait ainsi ses devoirs par terre ou sur un lit, à l'instar des deux sœurs.

RÉSUMÉS

L'objectif de cet article est de montrer comment les enfants et les adolescents hébergés en hôtel social font face à une double contrainte en ce qui concerne leur mobilité : ils sont confrontés, d'une part, à de nombreux déménagements et à l'absence de maîtrise de la localisation géographique de leur lieu d'hébergement ; d'autre part, cette instabilité résidentielle entraîne de nombreux déplacements quotidiens, notamment pour aller à l'école, qui sont eux-mêmes entravés par une série d'obstacles. La description de cette double contrainte nous permettra d'engager, de manière plus générale, une réflexion sur la question des inégalités sociales liées à la mobilité.

This article aims to show how homeless children and teenagers living in subsidized hotels face a double constraint with regard to their mobility: they are confronted, on the one hand, with

frequent moves from one hotel to an other; on the other hand, this residential instability leads to many arduous daily travels, especially to school. The description of this double constraint will enable us to engage more generally in a reflection on the issue of social inequalities linked to mobility.

INDEX

Mots-clés : enfants sans-logement, mobilité éprouvante, vulnérabilité résidentielle, inégalités sociales, droit à la mobilité et à l'immobilité, précarité

Keywords : homeless children, arduous mobility, residential vulnerability, social inequalities, right to mobility and immobility, poverty

AUTEURS

ODILE MACCHI

Sociologue, responsable du pôle Sciences sociales à l'Observatoire du Samusocial de Paris

NICOLAS OPPENCHAIM

Maître de conférences en sociologie, université de Tours, Citeres-UMR 7324